



**Résumé :**

Le plan de la thèse s'appuie sur un cheminement chronologique afin de mieux tenir compte de l'évolution de la pensée européenne du chancelier Kohl et des conséquences des quatre césures majeures auxquelles son gouvernement fut confronté entre 1982 et 1998 : la relance communautaire (1983/1984), la chute du mur de Berlin (1989), le traité de Maastricht (1991), l'échec du plan Schäuble-Lamers (1995) et le traité d'Amsterdam (1997).

Suivant l'introduction et un bref aperçu de la politique d'intégration européenne de la RFA depuis les années 50, la première partie retrace les positions allemandes dans le cadre des principales étapes de la relance communautaire intervenue de 1982 jusqu'à la signature du traité de Maastricht (7 février 1992). Elle étudie le rôle de l'Allemagne fédérale dans ce processus, en mettant l'accent sur les différentes propositions de réforme du gouvernement fédéral durant les années 80, sur l'intensification des relations franco-allemandes et l'impact de l'Acte unique (chapitre 1). La première partie analyse également les réticences allemandes à s'engager davantage sur la voie de la construction européenne, en prenant l'exemple de la coordination en matière de politique monétaire à la fin des années 80 (chapitre 2). Enfin, elle met en relief l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la coopération ouest-européenne en matière de sécurité et de défense avant la chute du mur de Berlin, en rappelant les divergences transatlantiques, le rapprochement militaire franco-allemand, la réactivation de l'UEO et l'importance de la coopération politique européenne (chapitre 3).

La première partie traite également des bouleversements que l'Europe a connus entre 1989 et 1992, en mettant l'accent sur le rôle de la Communauté depuis la chute du mur de Berlin jusqu'à la fin des négociations « 2 + 4 », et en étudiant les modalités de l'intégration de la RDA dans l'ensemble communautaire, tout en analysant l'attitude et les réactions des partenaires de Bonn vis-à-vis de l'Allemagne unie (chapitre 4). La fin de la première partie est consacrée au passage de la CEE à l'Union européenne entre 1990 et 1992, passage qui allait assurer l'ancrage de l'Allemagne à l'Ouest et, par conséquent, le maintien d'un certain équilibre en Europe, que de nombreux dirigeants croyaient menacé en raison du rétablissement de l'unité allemande (chapitre 5). Aussi les chapitre 4 et 5 ont-ils pour objectif d'étudier la réaction des partenaires communautaires de la RFA face à l'unification, ainsi que

l'impact de celle-ci sur l'accélération du processus d'intégration européenne, mis en œuvre dans le cadre du traité sur l'Union européenne, et, enfin, le débat en Allemagne sur l'Europe de Maastricht.

Les implications institutionnelles et politiques (notamment dans le domaine de la PESC) du traité de Maastricht, les changements intervenus dans le cadre de la politique militaire et de sécurité européenne de l'Allemagne, ainsi que les conséquences économiques et monétaires (le passage à l'UEM) sont au centre de la deuxième partie de la thèse. L'étude de la politique européenne de l'Allemagne après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht doit analyser les implications constitutionnelles de celui-ci en Allemagne, résumer les principales critiques formulées à son égard et mettre l'accent sur les propositions de réformes, faites par les dirigeants allemands avant la conférence intergouvernementale de 1996/1997 (chapitre 6). Une large place est accordée au lancement de l'Union économique et monétaire, à la perception de celle-ci par les Allemands, à l'influence de la pensée économique et monétaire de la RFA sur la monnaie unique et à la volonté des dirigeants fédéraux d'exercer un contrôle direct sur le déroulement de la deuxième et de la troisième étape de l'UEM (chapitre 7). Cette partie tient également compte de l'évolution de la politique allemande en matière de défense et de sécurité, en particulier en ce qui concerne le rôle de l'armée allemande, afin de mieux cerner l'adaptation de politique étrangère et de sécurité de la République fédérale aux objectifs de la PESC (chapitre 8).

L'accent est également mis sur la nouvelle *Ostpolitik* de la République fédérale, ainsi que sur les résultats de la CIG et du sommet d'Amsterdam du point de vue des responsables allemands. Les deux derniers chapitres traitent donc des visions de la RFA relatives à la construction européenne, de l'attitude de Bonn vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale - en particulier en ce qui concerne le calendrier et les modalités de l'élargissement de l'UE (chapitre 9) - et des positions allemandes dans le cadre de la Conférence intergouvernementale de 1996-1997 qui a préparé le traité d'Amsterdam (chapitre 10).

La conclusion générale s'efforce de rappeler les principales initiatives de l'Allemagne au sujet des réformes politiques, économiques et institutionnelles de la Communauté et de l'Union, en s'appuyant sur les postulats des différentes théories des relations internationales et de l'intégration européenne, afin d'évaluer l'impact de l'unification allemande sur la politique européenne du chancelier Kohl d'un point de vue théorique.